

Introduction

Autor(en): **Emery, Yves / Giauque, David**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **62 (2004)**

Heft 4: **Risques et expertises : comment faire face aux incertitudes? ; Administration et gestion publique**

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

INTRODUCTION

Prof. Dr Yves EMERY

Institut de Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP)

yves.emery@idheap.unil.ch

Prof. Dr David GIAUQUE

Haute Ecole Valaisanne (HEVs)

david.giauque@hevs.ch

Le système des affaires publiques continue la mutation profonde qui, depuis le milieu des années 1990 en Suisse et dans la plupart des pays de l'OCDE, affecte tous les niveaux de son fonctionnement : implication des citoyens, formes et modalités d'action des gouvernements, organisation et conduite des administrations publiques, engagement et implication des agents publics. Sans compter les répercussions engendrées par ces changements sur la collectivité en général et les acteurs de la société civile en particulier. A sa manière, ce cahier spécial illustre certaines des tendances et analyses les plus récentes sur les enjeux liés à ces réformes :

- la première contribution porte sur les *entraves politiques et administratives à la transparence gouvernementale*. Rédigée par les spécialistes de marketing public de l'IDHEAP (prof. M. Pasquier et J.-P. Villeneuve), elle se focalise sur les lois d'accès à l'information, que nombre de pays et, pour la Suisse, la plupart des cantons ont introduits ces dernières années. Loin de garantir une transparence complète de l'activité déployée au sein des administrations, qui ont pendant longtemps été caractérisées par une opacité et une culture du secret particulièrement développée, ces dispositions se heurtent à toute une série d'obstacles dès le moment où il s'agit de les mettre en œuvre. Adoptant une perspective internationale, les auteurs analysent ces obstacles et évoquent les principaux défis qui restent à relever pour aboutir à un équilibre entre le nécessaire contrôle étatique et la transparence absolue
- la deuxième contribution, rédigée par Valérie Barbey et Samuel Abbet de la Haute Ecole Valaisanne (HEVs), expose les notions et derniers développements associés à l'e-Government, traduction d'une administration qui intègre à un rythme accéléré les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). La contribution détaille ensuite les résultats

d'une enquête récente mandatée par la Chancellerie fédérale, portant sur l'offre communale de prestations « électroniques », dans le cadre du projet www.ch.ch. Les applications actuellement disponibles pour les citoyens illustrent le potentiel encore énorme que ces technologies pourront offrir à l'avenir, lorsqu'au-delà des aspects techniques, les conditions organisationnelles, sociales et culturelles auront été suffisamment prises en compte

- la dernière contribution, signée par le prof. A. Hondeghem et W. Vandenabeele de l'Université catholique de Louvain, traite d'un sujet peu discuté actuellement dans le cadre du débat sur la modernisation publique, en Suisse tout au moins. En effet, il est question d'analyser les caractéristiques de la *motivation au service public* (*Public Service Motivation, PSM*), un concept apparu dans les années 1990 dans la littérature anglo-saxonne, et qui est quasiment absent des publications en langue française. Pourtant, au moment où les méthodes de la nouvelle gestion publique, fortement inspirées de l'entreprise privée, introduisent des logiques et valeurs de l'économie privée dans l'univers des services publics, on peut se demander quelle place est encore réservée aux caractéristiques distinctives du secteur public, et quelles motivations peuvent encore orienter les jeunes diplômés vers des employeurs publics plutôt que privés. L'analyse présentée expose les méthodes et résultats d'une enquête réalisée auprès de quelque 1700 étudiants terminant leur licence, et invités à se prononcer sur l'attractivité de divers employeurs publics. Les conclusions invitent à approfondir la notion de PSM, encore insuffisamment stabilisée, et à tirer les conséquences en termes de gestion des personnels.